



Edition spéciale Manifestations

PPRAMA



le 2 mai 2012 • n°213



Le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière, le droit de s'assembler paisiblement, le libre exercice des cultes, ne peuvent être interdits. (Article 7. de la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen.)

Manif' : mode d'emploi

Au lendemain du 1er mai, l'occasion est donnée de revenir sur ce jour qui symbolise le droit à manifester. Le traditionnel cortège intersyndical a rassemblé 48 000 personnes, sept autres manifestations ou meetings politiques se sont également déroulés dans la journée à Paris et ce, sans incident notable ; 1 500 policiers avaient été mobilisés.

Mais c'est en fait la Foire du Trône (12e) qui a battu tous les records d'affluence avec près de 311 000 visiteurs. Et c'est sous la pluie d'étincelles du feu d'artifice tiré depuis la pelouse de Reuilly que s'est terminée cette journée uniquement troublée par une vingtaine d'interventions sanitaires et sans aucune interpellation.

La préfecture de police s'efforce de concilier au mieux la liberté de manifester, protégée par la Constitution et garantie par l'article 9 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, avec les impératifs de sécurité et d'ordre publics.

➤ DE L'IDÉE AUX PAVÉS...

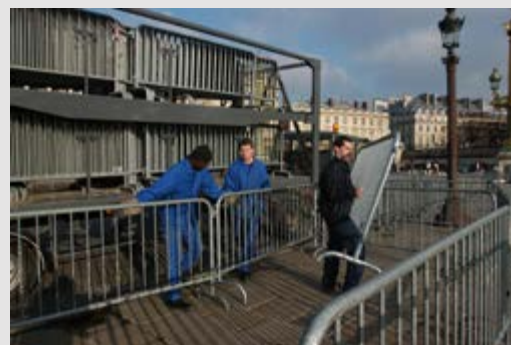
Vous souhaitez organiser un cortège, un défilé, un rassemblement, en bref une manifestation qui se déroule sur la voie publique. Vous vous interrogez sur la procédure, sur vos droits et obligations. Voici les réponses à vos questions :

• Je veux organiser une manifestation, comment faire ?

Il suffit d'en faire la déclaration au préalable à la PP - et non, comme souvent entendu, de demander l'autorisation - par mail, fax, lettre simple dans un délai de 3 à

➤ CHIFFRE DE LA SEMAINE

30 157



C'est le nombre de barrières métalliques disposées dans Paris, du 1er janvier au 30 avril 2012, par l'unité des barrières de la direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC) afin de sécuriser les événements de voie publique ; à titre d'exemple, 3 153 barrières ont jalonné le dernier marathon.

Cette unité met en œuvre, dans la capitale, les plans de barrière conçus pour les manifestations, visites officielles, cérémonies, événements sportifs et culturels. En 2011, elle a installé 67 284 barrières, soit plus de 168 kms. Tour de France, 14 juillet et Nouvel An en ont été les plus gourmands !

➤ SPORT AU SERVICE DES AUTRES

« **Marathon des Sables** », pas à pas. (suite du [PPrama du 28 mars 2012](#))

Patrick Yvars, chef de la brigade



15 jours avant la date du rassemblement. Mentionnez vos nom et domicile – le cas échéant, ceux des coorganisateur - précisez but, lieu, date et heure de rassemblement et de dispersion, et itinéraire. Si vous êtes de 1 à 3 organisateurs, chacun doit la signer, au-delà, trois signatures suffisent.

- **Et donc, une fois la déclaration faite, c'est fini jusqu'au jour J ?**



Et non ! Avant la date que vous avez arrêtée pour votre rassemblement, la DOPC peut avoir besoin de vous rencontrer afin d'affiner l'itinéraire, d'évaluer les dangers potentiels, les modalités de participation. Elle étudie également le déroulement des précédentes manifestations organisées sur

un thème analogue et prend en compte le contexte général (social, politique, géographique, temporel,...) pour saisir précisément l'acuité des revendications. A partir de tous ces éléments, elle détermine les moyens matériels et humains à déployer afin de maintenir l'ordre public et éventuellement de le rétablir en cas d'incidents.

La direction du renseignement de la préfecture de police (DRPP) communique quant à elle sur la nature et les motivations des manifestants. Elle évalue le nombre attendu de participants.

- **Le principe étant la liberté de manifester, y-a-t-il des exceptions ?**

Oui, une manifestation peut être interdite par arrêté mais c'est exceptionnel. L'exercice des libertés publiques devant toujours être préféré, la restriction étant l'exception, la jurisprudence a posé deux conditions cumulatives pour qu'une interdiction soit fondée :

- la menace pour l'ordre public doit être exceptionnellement grave ;
- aucun dispositif policier ne paraît adapté, en raison notamment des circonstances locales, pour se prémunir contre un risque de trouble grave à l'ordre public.

En 2011, tout comme pour les quatre premier mois 2012, seules 3 manifestations ont été interdites.

- **Que se passe t-il le jour du rassemblement ?**

En tant qu'organisateur, vous êtes responsable du bon déroulement de la manifestation, à charge pour vous de prévoir l'éventuelle mise en œuvre de mesures internes au rassemblement (service d'ordre, appel à dispersion, etc.).

➤ UN BALLET BIEN ORCHESTRE

Selon la nature de l'événement, chaque direction de la PP a un rôle défini :

des fraudes aux moyens de paiement, nous raconte son expérience !



« Le Marathon des Sables ? C'est la course la plus dure du monde ! ». « Tu auras envie d'abandonner vingt fois, il faut le savoir. Mais tu iras jusqu'au bout ! », Ces paroles prononcées par des anciens auprès de qui j'avais tenté de glaner quelques conseils avant de partir afin de me rassurer, ont trotté dans ma tête pendant longtemps. Étais-je prêt à me lancer dans cette aventure avec mon collègue Jean-Luc MARTIN de l'état-major de la direction régionale de la police judiciaire (DRPJ) ? Est-ce que je n'avais pas surestimé mes forces ? Ma préparation physique, était-elle adaptée à une telle épreuve ? Autant de questions qui allaient devoir attendre 246,5 km et une semaine de souffrances, avant de leur trouver une réponse...

[Lire la suite...](#)

➤ MÉDIATHÈQUE

Manifestations : les véhicules d'intervention de la PP



- **La DOPC** : elle est chargée d'assurer le maintien de l'ordre public par des moyens multiples : mise en œuvre de mesures préliminaires sur le lieu ou le parcours de la manifestation, déploiement de forces de l'ordre, mise en place d'un service de circulation, liaison avec les organisateurs.

Depuis son centre d'information et de commandement (CIC) basé sur l'île de la Cité (4e), la DOPC dispose d'une vision globale des événements grâce aux images fournies par la vidéoprotection et coordonne en direct l'ensemble des opérations. Le CIC bénéficie aujourd'hui d'une nouvelle configuration avec 256 écrans de contrôle au lieu de 32 auparavant et d'une cartographie informatique offrant une visibilité sur toute l'agglomération.



- **La DRPP** recueille l'information autour de la manifestation, permettant à la DOPC d'anticiper le comportement de certains manifestants et de mieux appréhender leurs revendications.

A l'occasion des manifestations importantes de voie publique dans la capitale, elle met en place un dispositif de comptage : 2 équipes ou plus de fonctionnaires « spécialisés » dans cet exercice sont installés sur des points hauts (balcons, ponts, terrasses, etc.) situés à des points stratégiques préalablement ciblés, et comptent les manifestants par groupes de 10 personnes. En appui, un enregistrement vidéo de l'événement est réalisé en temps réel. La participation totale correspond à la péréquation des différents points de comptage.

A savoir : la DRPP ne procède à l'évaluation des manifestants que lors des événements revendicatifs, elle ne fait aucun comptage lors des rassemblements politiques !

- **La direction opérationnelle de soutien technique et logistique (DOSTL)** apporte à la DOPC un appui logistique. Elle est chargée, en cas de besoin, de mettre en œuvre les moyens lourds et spécifiques pour assurer la préservation de l'ordre public, tels lanceurs d'eau, tracteurs anti-barricades, cars de transport de personnes interpellées, barre-pont, engins d'éclairage, portiques de sécurité, vidéo tactique. L'appui de la brigade fluviale peut également être sollicité pour assurer la sécurisation des voies navigables.

- **La direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP)** peut être amenée à traiter les procédures judiciaires entamées à l'issue d'interpellations assurées par la DOPC dans le cadre de la manifestation.



[Voir le diaporama](#)

➤ ÉVÈNEMENT

La préfecture de police vous attend à la Foire de Paris !



Logiciel de portrait robot, prise d'empreintes, ateliers des sapeurs-pompiers de Paris, simulateur de conduite et piste cyclable, démonstration de distributeur automatique de billets (DAB) pour éviter les fraudes, point « recrutement et formation » et même concert de la musique des gardiens de la paix : venez participer aux nombreux ateliers et animations que vous a réservés la préfecture de police, à l'occasion de la Foire de Paris !

Jusqu'au 8 mai, elle vous accueille sur son stand Pavillon 7/3 et vous invite à suivre ses actualités et nouveautés chaque jour sur Twitter ([@prefpolice](#)).

A ne pas manquer :

- mercredi 2 mai, journée spéciale « livetweet » : suivez les ateliers commentés en direct de la Foire !
- samedi 5 mai 2012, de 15h à 16h :



- **La direction de la police judiciaire (DPJ)** peut également être associée à un dispositif d'ordre public, notamment lorsqu'il s'agit de notifier à un organisateur l'arrêté préfectoral d'interdiction de la manifestation qu'il projetait d'organiser.

Et même dans l'imprévu : zoom sur les rassemblements non déclarés et les manifestations interdites

Une manifestation spontanée peut être détectée par tous moyens : emploi de la vidéoprotection, information provenant d'effectifs de la DOPC ou de la DSPAP sur le terrain, appel d'un requérant au 17 ou encore information traitée par la DRPP. Dès que la manifestation est connue du centre d'information et de commandement de la DOPC, des effectifs en civil sont déployés sur place pour confirmer l'information et constater l'évènement, ainsi que des unités spécialisées en maintien de l'ordre. Concernant une manifestation interdite, l'arrêté est notifié à l'organisateur et des effectifs sont généralement déployés sur le lieu de la manifestation afin de s'assurer que celle-ci n'a effectivement pas lieu. L'organisateur de ladite manifestation, s'il se présente, peut être interpellé et placé en garde à vue pour cette raison.

Le fait d'avoir organisé une manifestation non déclarée ou interdite par arrêté préfectoral, ou d'avoir établi une déclaration incomplète ou inexacte de nature à tromper sur l'objet ou les conditions de la manifestation, est un délit, puni de 6 mois d'emprisonnement et de 7500 euros d'amende (art.431-9 code pénal).

PARIS LES MANIFESTATIONS DÉFILENT...

• Croisement de chiffres



En 2011, quelque 500 000 personnes ont arpenté les rues parisiennes à l'occasion de 3 655 manifestations revendicatives. Depuis le début de l'année, 1 208 manifestations de ce type ont attiré près de 213 000 personnes.

Si les manifestations de plus de 5 000 personnes sont en baisse : 30 en 2009, 21 en 2010, 10 en 2011 mais déjà 7 pour 2012, de plus en plus de rassemblements sont spontanés, 852 en 2011, soit près de 145% de plus qu'en 2010 (431) et 234 depuis le début de l'année contre 233 en 2011, ce qui témoigne d'une certaine stabilisation.

venez écouter le concert de la musique des gardiens de la paix !

En savoir plus

- Consultez le [site Internet de la préfecture de police](#)
- Rendez-vous sur le stand de la préfecture de police - Pavillon 7/3, Porte de Versailles (Paris 15e arr.) ; de 10h à 19h tous les jours (jusqu'à 23h le 4 mai)



➤ HISTOIRE

Qui est l'inventeur du concours Lépine ?



Le préfet de police Louis Lépine est entré dans l'histoire non seulement

4 468 personnes ont été interpellées en 2011, 772 depuis le début de l'année. Les infractions commises le sont généralement en marge des défilés, pillages ou simple volonté d'attaquer l'institution. Les arrestations sont essentiellement le fait de policiers en civil appuyés d'unités en tenue et peuvent aussi intervenir à posteriori après exploitation de la vidéo.

Après un pic en 2009 avec 118 policiers et gendarmes blessés, les chiffres vont decrescendo : 64 en 2010, 33 en 2011 et 14 pour 2012, c'est le résultat de l'engagement systématique de la poursuite des attaques portées à l'encontre des forces de l'ordre, poursuites qui dissuadent leur perpétration.

• Rencontre d'idées

Les manifestations revendicatives se déclinent globalement en trois types de manifestation : étudiantes, sociales ou politiques.



Parmi ces dernières figurent les événements en lien avec le contexte international : instabilité de certains pays (Tunisie, Egypte, Lybie, Syrie, Côte d'Ivoire, Sénégal ...) et conflits dans de nombreux autres (ex : Maghreb et Afrique subsaharienne).

Ces dernières années, la situation internationale a ainsi largement impacté les

manifestations se déroulant dans la Capitale, près de 40% d'entre elles sont liées à des conflits ou à des troubles initiés à l'étranger, faisant de Paris le « forum du monde ». De ce fait, la PP a dû apprendre à travailler avec des interlocuteurs autres que les organisations syndicales traditionnelles et à gérer des publics différents issus des communautés au centre de ces problématiques internationales et dont le rapport à l'ordre public peut être culturellement différent.

Quelques manifestations politiques ont également eu des thématiques nationales : associations de défense des précaires, « sans papiers », Indignés et ... celles organisées dans le cadre de l'élection présidentielle.

Les manifestations sociales sont organisées par les salariés d'entreprises privées (ex 2012 : Arcelor Mittal, Sea France, Kéolis, Sernam...) ou les fonctionnaires (ex 2012 : AP/HP, Education nationale, personnels pénitentiaires...).

L'augmentation constante des manifestations inopinées s'explique notamment par l'impact d'Internet et des nouveaux modes de communication: une idée peut être lancée sur la toile, à travers les réseaux sociaux, en moins de 140 caractères via un tweet. Les informations circulent désormais de façon instantanée et génèrent des réactions en direct.

Le maintien de l'ordre a dû s'adapter et passer du proactif au réactif.



En outre, celui-ci s'est judiciarisé, des organes de contrôle extérieurs comme les médias, la commission nationale de la déontologie de la sécurité s'interrogent sur le cadre juridique de l'intervention, l'action de la police par rapport au respect du droit à manifester est de plus en plus analysée.

En réaction à cet « encadrement judiciaire » externe, la quasi-

grâce à sa longévité exceptionnelle à la tête de l'administration de la police parisienne – 18 ans au total, de 1893 à 1897 puis de 1899 à 1913 – mais aussi en raison des nombreuses avancées dont il fit bénéficier l'ensemble des administrés de ce qui était, à l'époque, le département de la Seine.

Soucieux de moderniser les services de police, il s'attaqua aux conditions de circulation et de stationnement dans Paris en plaçant aux carrefours des agents équipés de sifflets et de bâtons blancs et créa trois brigades spécialisées, la brigade cycliste (les fameuses hirondelles), la brigade cynophile et la brigade fluviale, toujours en activité. Il est également à l'origine de la création du service des objets trouvés, de l'ouverture du musée des collections historiques de la préfecture de police, en 1909, ou enfin, ce qui rendra son nom populaire depuis un siècle, de l'instauration du concours qui porte son nom.

Initialement, le concours Lépine récompensait d'un prix de 100 francs un petit fabricant de jeux et jouets, de quincaillerie, d'articles d'ameublement, de ménage, de sport, de mécanique, de T.S.F, de photographie, etc. Il était destiné à sortir les petits fabricants parisiens du marasme économique ambiant. Aujourd'hui, il est ouvert à tous et distingue les innovations les plus remarquables.

VOIR AUSSI...

➤ [Démarches : manifestations sur la voie publique](#)

➤ [Vidéo : arnaques au DAB](#)

➤ [Ecoutez la Musique des gardiens de la paix](#)

➤ [Les véhicules de la préfecture de police](#)

➤ [La préfecture de police au service du public](#)

totalité des agents interpellateurs de la DOPC intervenant dans les manifestations ont reçu une formation pour respecter les différentes normes judiciaires notamment relatives à la motivation des interpellations.

Le Droit, la Loi sont désormais une « arme » tant aux mains des manifestants que de la police !

L'infolettre PPrama est réalisée et diffusée par le service communication de la préfecture de police.
Directeur de la publication : Xavier Castaing, Chef du service de la communication, Cabinet du préfet de police.
Rédacteur en chef : Didier Carié.

9 boulevard du Palais, 75004 Paris | Crédits photos : préfecture de police / fotolia

[Se désabonner](#) | [Nous contacter](#) | [Consulter les numéros précédents](#) | [Préfecture de police](#)